Zeitschrift: Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts jurassiens

Band: 51 (1980)

Heft: 10: Economie

Artikel: La situation conjoncturelle en Suisse

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-824623

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La situation conjoncturelle en Suisse

a) L'image floue de l'économie mondiale

Tandis que les tendances à la récession dominent dans presque tous les pays industrialisés à l'exception de la Suisse, dans les deux pays qui jouent un rôle déterminant pour l'évolution de l'économie mondiale, à savoir les **Etats-Unis** et la **République fédérale d'Allemagne,** la question de savoir dans quelle phase se trouve leur économie est controversée, même parmi les spécialistes. Les deux pays voient coexister des **signes de reprise et des symptômes de ralentissement conjoncturel.** En conséquence, les conseils prodigués en matière de politique conjoncturelle varient dans une large mesure ; ils vont de la poursuite de la politique adopté jusqu'ici à son renforcement ou au contraire à son assouplissement.

En ce qui concerne les **Etats-Unis,** l'indice général des indicateurs conjoncturels s'est amélioré depuis fin juin, de même que celui des entrées de commandes dans l'industrie, mais les consommateurs manifestent plus de retenue et le taux statistique de chômage continue de s'accroître. A première vue, les tentatives modérées de freiner la hausse des taux d'intérêt en augmentant la dotation du marché monétaire semblent probables. Toutefois, les autorités monétaires ne disposent que d'une marge de manœuvre étroite puisque le taux d'inflation, avec dix pour cent environ, est toujours élevé et même supérieur à ce qu'il était au début de la dernière période d'expansion. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui, dans son rapport annuel, ne se montre pas pessimiste quant à l'évolution de l'économie américaine, fait cependant état du danger qui pourrait résider dans le cumul de l'attitude réservée des consommateurs et des chefs d'entreprise, ce qui aurait pour effet non seulement d'accentuer la récession, mais d'en prolonger la durée. C'est pourquoi les experts de l'OCDE n'excluent pas que les pronostics qui ont été formulés pour 1981 et qui traduisent une relative confiance se révèlent trop optimistes. En tout cas, il semble probable que les Etats-Unis s'acheminent vers une **lente et difficile reprise.**

On observe depuis pas mal de temps aux Etats-Unis que les résultats des statistiques conjoncturelles apparaissent tout d'abord bons et ensuite corrigés, la plupart du temps à la baisse. Etant donné la **proximité des élections,** il se pourrait fort bien que la publication des chiffres révisés soit différée. Mais la **République fédérale d'Allemagne** elle aussi est à la veille d'élections. Il est toutefois beaucoup plus rare que les indications conjoncturelles les plus récentes y soient corrigées. Or, par rapport à l'année dernière, celles-ci font état d'un fléchissement de la demande réelle tant étrangère qu'intérieure, d'un chômage croissant et d'un recul du nombre des offres d'emploi. Il semble que les bons résultats du premier trimestre soient dus à des facteurs particuliers, notamment à des exportations et des achats à l'intérieur du pays anticipés en raison d'une poussée inflationniste présumée qui ne s'est toutefois pas produite. Pour la première fois depuis fin juin, la production s'est à nouveau légèrement accrue. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que seule la production de biens d'investissement à atteint le niveau de l'année dernière. En dépit du fléchissement de la propension à investir et de la croissance ralentie des exportations, les pronostics sont bons en ce qui concerne les investissements d'équipement et il ne faut pas s'attendre à une récession comparable à celle de 1975/1976. Néanmoins, les syndicats recommandent instamment à la banque centrale d'assouplir sa politique de stabilité monétaire, ce que le gouvernement et les associations d'employeurs sont loin de préconiser. Leur **crainte de nouvelles augmentations de prix** semble être plus forte que celle d'une légère récession et cela sans doute à juste titre, car les expériences faites ces dernières années ont montré de manière saisissante qu'avec une politique de stabilisation, on vient à bout d'un ralentissement conjoncturel plus facilement et aussi plus rapidement qu'avec de l'inflation.

b) L'économie suisse est-elle dans une phase transitoire?

A la longue, la **Suisse** ne pourra pas échapper au refroidissement du climat conjoncturel international déterminé essentiellement par la baisse d'activité observée aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne. A l'heure actuelle, notre situation économique est encore réjouissante, mais compte tenu des **impasses** qui se dessinent en **matière de main-d'œuvre** et de **l'inflation d'origine intérieure** de plus en plus virulente, elle paraît même un peu trop belle. Dans les entreprises industrielles, le bâtiment et les services, l'emploi a enregistré, au deuxième trimestre 1980 et par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le **plus fort taux de croissance depuis dix ans** (soit 2,2 %); le secteur du bâtiment s'est particulièrement distingué dans ce domaine. Les **carnets de commandes sont bien remplis** et constituent dans l'ensemble une compensation appréciable à la baisse des nouvelles rentrées de commandes à laquelle il faut s'attendre, selon le rapport de juin de l'Institut de recherches économiques de l'EPF à Zurich. A partir du milieu de l'année en cours, la situation s'est plus fortement différenciée d'une branche à l'autre; elle apparaît plutôt bonne dans l'industrie des machines (du moins en volume) mais semble se dégrader dans le domaine des textiles jusqu'ici en forte expansion car selon les prévisions – ainsi que les plans de production et d'achats des entreprises – la reprise conjoncturelle semble vouloir s'affaiblir généralement au cours des mois à venir. Pourtant, dans l'ensemble et **pour le reste de l'année,** la conjoncture continue d'**inspirer confiance.**

Si le cours de la conjoncture mondiale ralentit ou ne se développe plus que de manière très hésitante et si l'économie suisse, comme l'expérience nous l'enseigne, est appelée à suivre le mouvement général avec quelque retard, on a des raisons de penser qu'elle pourrait se trouver actuellement dans une **phase de transition** qui la fait passer de la croissance à un fléchissement. Mais la récession ne serait à nouveau en vue que si elle s'abattait brutalement sur le monde entier, ce qui, selon les augures d'origines les plus diverses n'est guère vraisembable.

Un indice qui incite à penser que l'économie suisse va au-devant d'une période moins faste est l'évolution qui est en train de se dessiner dans le domaine du crédit. Il apparaît en effet que dans les banques qui publient des rapports mensuels, la forte expansion des emprunts du marché intérieur qui avait été notée en juin 1979 par rapport au mois correspondant de l'année précédente ne s'est pas poursuivie en 1980. Le taux de croissance des promesses de crédit octroyées aux emprunteurs du marché intérieur a même diminué de près de 50 % entre le premier et le second trimestre de cette année. Une comparaison semestrielle fait également apparaître que l'accroissement du nombre de crédits de construction autorisés pendant les six premiers mois de cette année a diminué de près de 25 % par rapport à la période correspondante de 1979, ce qui avec le temps pourrait se répercuter d'autant plus sensiblement sur l'activité du secteur du bâtiment jusqu'ici en forte progression que parallèlement, les intérêts, les prix du terrain et les coûts de la construction ont eux aussi beaucoup augmenté.

c) Et le cours du franc?

Eu égard aux incertitudes de la conjoncture mondiale et aux répercussions de celle-ci sur l'économie helvétique, l'**évolution du cours du franc** revêt la **plus grande importance** pour l'avenir. On a déjà noté dans ce domaine des changements significatifs. Tandis qu'à la mi-août 1979, le cours **nominal** du franc suisse pondéré en fonction des exportations de la Suisse vers ses quinze principaux partenaires commerciaux était inférieur de 9 % à son niveau d'août 1978, il n'a baissé que de 0,2 % entre août 1979 et août 1980. En revanche, si l'on n'avait constaté aucune dépréciation du franc en **valeur réelle** en juin 1979 par rapport à juin 1978, cet effritement s'est bel et bien produit entre juin 1979 et juin 1980, atteignant quelque 9 % selon la Commission fédérale de recherches économiques. Cela signifie en termes clairs qu'en un an aucune diminution nominale de la valeur du franc ne s'est manifestée alors qu'en termes réels, une forte dévaluation est intervenue.

Dès lors que les effets des variations des cours de change en valeur réelle sont plus importants que ceux des variations des cours en valeur nominale pour ce qui est de la capacité de concurrence des entreprises suisses vis-à-vis des fournisseurs étrangers, ce renversement de tendance dans l'évolution du cours du franc a fourni de **nouvelles et vigoureuses impulsions à l'économie** et favorisé une **reprise accélérée** des activités à l'intérieur du pays grâce aux retombées directes du commerce d'exportation. Récemment, toutefois, le franc s'est à nouveau raffermi, dès lors la poursuite du mouvement de reprise conjoncturelle consécutive à l'évolution du cours du franc peut être considérée comme certaine à tout le moins.

Cependant, il n'y a pas lieu de redouter une nouvelle flambée du cours du franc comme celle de 1978 qui avait à l'époque mis l'économie dans une situation critique. Tant que le taux de chômage sera virtuellement nul dans le pays, on est fondé à penser que les autorités ne renonceront pas à leur politique de stabilité. A l'étranger, en revanche, notamment dans les deux pays très importants que sont pour l'économie mondiale les USA et la RFA et qui se trouvent à la veille d'élections nationales, cela pourrait bien être le cas (malgré tous les démentis). Dans ce cas, on pourrait facilement s'attendre à ce que la différence entre les deux taux d'inflation se creuse en faveur de la Suisse ce qui devrait en principe contribuer à renforcer le franc. En outre, les **pays de l'OPEP** tendent à **diversifier la composition de leurs réserves monétaires** en se rabattant en partie également sur le franc suisse. Comme le volume de notre monnaie est relativement très faible par rapport aux masses en mouvement sur le marché monétaire mondial, même un faible supplément de demande peut provoquer une hausse du cours du franc.

Par conséquent, on ne saurait être surpris de voir la dynamique de reprise alimentée jusqu'à ce jour dans notre pays par le niveau des cours de change s'essoufler quelque peu à l'avenir ni de constater que les effets négatifs découlant du tassement de la conjoncture mondiale se feront sentir encore davantage sur l'économie helvétique. Tout cela, bien sûr, à la condition que l'éventuel renforcement de la demande de francs suisses ne soit pas plus que compensé par une augmentation des placements en monnaies étrangères, consécutive à la **différence des taux d'intérêt pratiqués** en Suisse et à l'étranger, ni par l'achat de devises étrangères dû au financement du **déficit accru de la balance commerciale** – et probablement aussi de la tendance des revenus.

Sdes

A tous nos membres

Le rapport complet de la «Commission de restructuration» paraîtra sans commentaires, dans notre bulletin du mois de novembre.